

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 AVRIL 1991

N° 198

PRIX : 4 FF

M A L I



LE SEUL ESPOIR

RESTE LA MOBILISATION

DE LA POPULATION



SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Pages 2, 3 et 4

- Editorial

Page 4

- Sacko ministre: c'est pour tromper les pauvres

Pages 6 et 7

- Bénin, Togo, Cameroun: l'opposition ne cherche que son beurre

Page 7

Sénégal: le PDS et le PIT à la mangeoire

Page 8

- Ethiopie: le régime de Mengistu aux abois

Pages 9 et 10

- le problème kurde et l'hypocrisie des dirigeants occidentaux

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

MALI

LE SEUL ESPOIR RESTE LA MOBILISATION DE LA POPULATION

A la suite de la pression populaire, des luttes, des révoltes, des grèves, menées notamment par les jeunes, les femmes et les travailleurs, le pouvoir du dictateur malien, Moussa Traoré, est tombé. En effet, face à la révolte et au mécontentement populaire croissant, l'armée, au pouvoir depuis 1968, a vite fait de prendre le train en marche en opérant de nouveau un coup de force: elle a destitué Moussa Traoré et mis en place un nouvel organe appelé le Comité de Transition Pour Le Salut du Peuple dirigé par un autre militaire, Toumany Touré.

Certes, Moussa Traoré est une ordure. Son pouvoir était une dictature féroce qui imposait la misère, les injustices de toutes sortes au peuple du Mali. La pratique de l'arbitraire, des arrestations et des assassinats criminels y était monnaie courante. Mais, cette dictature-là, Moussa Traoré ne l'a pas imposée tout seul. Il l'a fait en s'appuyant essentiellement sur son armée, ses généraux, ses colonels et autres tortionnaires et, en partie, sur les couches privilégiées de la société civile, les ministres, les chefs traditionnels et les marabouts etc... Lors des derniers événements qui, sans relâche, se sont succédé les uns aux autres pendant au moins trois mois, c'étaient les généraux et les colonels qui dirigeaient la répression contre la population, donnaient l'ordre de tirer sur la foule des jeunes, des femmes et des travailleurs en colère contre leur dictature.

Enfin, ce sont ces gens-là qui, comme pour se laver les mains du sang des pauvres qui leur colle à la peau, ont renversé leur principal chef pour détourner la colère populaire à leur profit. Ils parlent aujourd'hui d'instaurer le multipartisme dans le pays d'ici janvier 1992 et de rentrer dans leurs casernes.

Mais rien ne dit que Toumany Touré ne trouve demain les moyens de se cramponner au pouvoir. En Afrique, il est de coutume que des militaires qui prennent le pouvoir disent qu'ils y sont seulement pour un court temps. Mais, très vite leur pouvoir provisoire se transforme en un

pouvoir définitif, sinon à vie, comme en RCA, sous la dictature de Bokassa. Après son coup d'Etat de 1968, Moussa Traoré lui aussi a promis de regagner sa caserne dans un bref délai. Mais il est resté pendant 22 ans. Qu'est-ce qui empêcherait Toumany d'en faire autant? Seul l'avenir le dira.

Pour l'heure, c'est la course à la mangeoire gouvernementale. Beaucoup de gens se bousculent au portillon du pouvoir. Il y a des notables de l'ancien régime, comme Soumana Sacko, devenu premier ministre après la chute de Moussa Traoré dont il avait été le ministre des Finances. Il y a aussi d'autres, fraîchement engagés dans la politique, comme le CNID (Comité National d'Initiative Démocratique, dont l'un des dirigeants, juste après le coup d'Etat, a proposé de "mettre les membres du comité à l'abri du besoin, en leur donnant une résidence, une voiture et une indemnité mensuelle de 100 000 F CFA), l'ADEMA (Association Pour La Démocratie Au Mali), l'AMDH (Association Malienne des Droits de l'Homme) etc...

Toutes ces organisations sont membres du Comité de Transition Pour Le Salut du Peuple dirigé par Toumany. Cela n'est en fait pas surprenant car, bien avant le coup d'Etat, certains de ces dirigeants étaient même prêts pour un compromis avec le dictateur Moussa Traoré.

Et il y a certainement aussi d'autres gens qui sont peut-être sincères et veulent une véritable démocratisation. Et le problème est justement là! Comment feraient-ils pour essayer de faire vivre un régime démocratique sous l'ombre de l'armée? La démocratie ne peut venir des casernes. Le pouvoir des militaires, c'est le pouvoir de l'argent et c'est toujours la dictature. Mais, même si l'armée regagne ses casernes, ça ne sera pas pour laisser la population décider et appliquer ce qu'elle veut en fonction de ses besoins essentiels,

mais pour veiller sur l'ordre existant.

Actuellement, le jeu apparent de l'armée semble d'accepter le multipartisme et de rester au second plan. Toumany et ses officiers qui ont renversé Moussa Traoré disent qu'ils veulent "tenter l'expérience du multipartisme". Dans ces déclarations, il y a certainement une grande part de la pression de l'impérialisme car, le multipartisme, c'est ce dernier qui l'a décidé et l'impose à nos dictateurs, souvent contre leur volonté. C'est sa façon à lui de remplacer les vieux dirigeants et les vieilles équipes usées par des nouveaux sans que l'ordre social en vigueur ne change d'un iota.

Il est donc probable que l'expérience aille jusqu'au bout et se concrétise par l'instauration du multipartisme sous la surveillance de l'armée. Celle-ci pourra s'effacer. Mais, c'est de sa bonne volonté que tout dépendra. Elle pourra même demain ressortir des casernes, reprendre le pouvoir et renvoyer les députés et autres politiciens en leur disant d'aller s'amuser ailleurs.

Au mieux, ce sera une situation comme celle du Sénégal: il n'y aura de liberté que réservée à une minorité de riches. Les militaires, les policiers, les douaniers, continueront à racketter et rançonner la population. Sous le multipartisme, ça sera toujours la dictature, la corruption, les injustices, la misère, les maladies, les exactions et le mépris pour les pauvres qui constituent la majorité de la population.

Pour le moindre changement possible, la seule garantie est que la population se mobilise. Pendant plus de trois mois, tout au long des événements qui ont conduit à la chute de Moussa Traoré, les petites gens, les bana-bana, les chômeurs, les jeunes, les femmes et les travailleurs, avaient montré de quoi

elles sont capables. Elles avaient affronté les policiers et l'armée, la dictature, avec les mains nues, n'ayant pour seule arme que des cailloux et leur colère.



Aujourd'hui, parce que Moussa Traoré n'est plus au pouvoir, pour l'impérialisme, pour Toumany et ses officiers et leurs alliés de l'opposition d'hier, tout est fini. Ils ne parlent que d'élections, d'organiser le pouvoir. Or, il n'est rien. Rien n'est fait. Rien n'est fini. C'est la même armée, les

mêmes généraux, les mêmes colonels et autres tortionnaires et assassins qui sont au pouvoir. Quelle confiance peut-on faire à ces gens-là? Est-ce la chute de Moussa Traoré qui va les rendre démocrates, soucieux des préoccupations des gens? Même sur les questions des libertés démocratiques les plus élémentaires, rien n'est fait. Ce que promettent les uns et les autres des dirigeants actuels et leurs alliés, c'est de la poudre aux yeux, c'est juste bon pour tromper la population et l'endormir. Ça ne peut que satisfaire Mitterrand et la petite minorité de privilégiés maliens. Les opprimés n'ont rien à en attendre.

Le seul espoir, c'est la mobilisation de la population. L'espoir, c'est que l'ensemble des pauvres, les bana-banas, les chômeurs, les jeunes, les femmes, les travailleurs, dont les luttes antérieures ont provoqué la chute du dictateur Moussa Traoré, ne fassent pas confiance et restent mobilisés pour les luttes futures.

SACKO 1ER MINISTRE: C'EST POUR TROMPER LES PAUVRES

La nouvelle équipe qui dirige le Mali vient de nommer Soumana Sacko, ancien ministre des Finances de Moussa Traoré, au poste de 1er ministre. Sacko, lui, a bombardé Salif Keïta, un ancien joueur de football populaire, du titre de Conseiller à la Primature.

L'intention des nouveaux dirigeants est claire: apparaître comme des gens responsables et différents de l'équipe corrompue de Moussa Traoré. Et le choix de Soumana Sacko n'est pas un hasard. Celui-ci s'était distingué au temps de Moussa Traoré par quelques gestes spectaculaires. Il aurait découvert un trafic d'or, dont le réseau était

entretenu par Mme Moussa Traoré (Mme 10%), en immobilisant un avion qui transportait clandestinement cette matière précieuse; il aurait dévoilé un autre trafic, mais des voitures qui entraient au Mali sans taxes. L'auteur de cette affaire juteuse n'était autre que l'ex directeur des Douanes, frère de Mme Moussa Traoré. Soumana Sacko s'était aussi fait une certaine popularité en versant régulièrement les salaires des fonctionnaires, contrairement au retard chronique dont ils souffraient auparavant.

Si une partie de la population malienne appréciait ces quelques mesures de Sacko, elle en avait

également fait les frais par ailleurs. Dans plusieurs villages du Mali, ce même Soumana Sacko avait organisé des opérations "coups de poings" pour obliger les paysans à payer les impôts et autres taxes, sous prétexte de remplir les caisses vides de l'Etat.

Les travailleurs n'ont pas à faire confiance à ce politicien-là ni aux nouveaux maîtres du pays.

Tous ont mangé sur la même table que l'ex dictateur Moussa Traoré. Ils sont tous pareils; ce sont les mêmes crapules qui ne doivent pas mériter l'estime des pauvres et exploités. Pour défendre leur pain, pour l'augmentation de salaire ou pour toute autre revendication, ces derniers ont intérêt à ne compter que sur eux-mêmes et sur leurs propres luttes.

BENIN, TOGO, CAMEROUN : L'OPPOSITION NE CHERCHE QUE SON BEURRE

Pendant qu'au Bénin Mathieu Kérékou, après avoir été battu dans les élections, vient de passer la main à son successeur Nicéphore Soglo, le Général Eyadéma, au Togo, et son compère Paul Biya au Cameroun ont fort à faire avec les manifestations de rue et les partis d'opposition qui se bousculent au portillon, réclamant la tenue d'une "conférence nationale".

Tous les grands médias français ainsi que les responsables du pouvoir ont félicité Kérékou pour sa "maturité" et sa "sagesse" en acceptant sa défaite électorale. Chacun a relevé que c'est un "changement sans casse". Le Bénin est désormais cité comme l'exemple à suivre. C'est un fait rarissime en Afrique qu'un chef d'Etat, dans l'exercice du pouvoir soit battu aux élections. On a tellement été habitué aux 99,9 % en faveur des tenants du pouvoir que cela paraît presque anormal qu'un chef d'Etat soit battu. Mais tout compte fait, le dictateur Kérékou ne s'en sort pas si mal. D'autres de ses compères, comme Moussa Traoré du Mali, envieraient bien son sort. Il s'en sort même "lavé" d'avance puisque le nouveau gouvernement a décrété qu'il n'y aurait aucune poursuite contre lui. Il bénéficie d'une amnistie complète pour tout ce qu'il a commis durant ses 17 années de règne par la terreur, aussi bien

pour ses crimes que pour ce qu'ils ont dilapidé lui et sa clique.



Au Togo, Eyadéma n'a jamais voulu entendre parler ni de multipartisme ni de "conférence nationale". Il ne veut pas "faire du suivisme". D'ailleurs, disait-il, "c'est le peuple qui ne veut pas de multipartisme"; et lui en tant qu'"élu du peuple" ne fait qu'appliquer "sa volonté". "Je n'aime pas faire du suivisme", disait-il, en faisant allusion aux reculades de Bongo et de Kérékou. Mais devant les manifestations de rue des étudiants, puis de la population elle-même qui n'avait plus peur de l'armée et qui a bravé les couvre-feux et la répression, incendiant les bâtiments et les habitations d'un certain nombre de dignitaires du régime, il a dû assouplir quelque peu non seulement son langage mais aussi ses relations avec ses opposants. Il a finalement

fini par accepter la tenue d'une "conférence nationale" en l'appelant "forum national de dialogue", pour ne pas "faire du suivisme". Il a également dit oui au multipartisme et amnistié un certain nombre d'opposants.

Mais il faut croire que toutes ses simagrées n'ont pas suffi à calmer la révolte au sein des populations, notamment celle de la capitale, Lomé. La découverte, sur la lagune de la capitale, d'une vingtaine de cadavres de jeunes, dont les corps avaient visiblement été torturés par des "spécialistes" de l'armée n'a fait qu'embraser la ville. L'armée est incapable de maintenir même un semblant d'ordre. Un certain nombre de militaires ont même été lynchés par la foule en rage. Les manifestants réclament la démission du dictateur. Mais ce sont les dirigeants de l'opposition soi-disant "sages" et "démocratiques" qui, paradoxalement, disent qu'Eyadéma doit encore rester au pouvoir pour "assurer la transition". "Il ne faut surtout pas qu'il y ait un vide de pouvoir au Togo" disait récemment un des dirigeants en vue du FAR.

Oui, tous ces gens qui prétendent représenter les aspirations des populations contre la dictature, ne sont en réalité rien d'autre que de futurs dictateurs, complices du criminel. Pendant que le pouvoir d'Eyadéma est chancelant, pendant que ce dictateur, dont les mains sont pleines de sang, est au bord de la chute, eux ils veulent jouer les pompiers pour le remettre en selle en croyant qu'une fois qu'il retrouvera un peu de stabilité il leur donnera gentiment les rênes du pouvoir ! Ce serait un crime que laisser au pouvoir ce bourreau, même pour une semaine de plus. Les populations qui ont souffert de la dictature et de la misère sous le règne d'Eyadéma n'ont bien évidemment rien à attendre de ses opposants qui veulent empêcher la chute du dictateur. Ces gens-là ne veulent pas que ça soit la rue qui

impose le changement. En bon bourgeois, méprisants à l'égard des masses pauvres, eux, ils ne veulent que profiter de la révolte des pauvres pour récupérer les fruits de leur lutte.

Au Cameroun, Paul Biya est lui aussi confronté à des manifestations même si jusqu'aujourd'hui son pouvoir n'a pas été réellement mis en danger. Lors de récents affrontements entre des manifestants et la police, il y aurait eu au moins quatre morts. Dès qu'une manifestation de rue commence quelque part, les autorités s'empressent de la réprimer avant qu'elle ne fasse boule de neige. Mais combien de temps Biya espère-t-il ainsi gagner ? En tous cas, il commence, lui aussi, à changer son langage à l'égard de l'opposition. Les injonctions du gouvernement de Mitterrand ne sont certainement pas étrangères à sa démarche. Car ce qui se passe au Cameroun intéresse doublement l'impérialisme français qui a, plus qu'au Togo, au Bénin ou au Mali, des intérêts importants en jeu. Le Cameroun est un pays qui possède beaucoup de richesses naturelles et est, de plus, un pays relativement plus peuplé. Les dirigeants de l'impérialisme français regardent donc de plus près ce qui s'y passe.

Mais au Cameroun comme ailleurs ce qu'ils veulent pour leurs anciennes colonies, c'est que ça se passe "proprement" comme au Bénin. Qu'il n'y ait pas de révoltes qui puissent mettre en danger les intérêts de l'impérialisme. Alors on les entend, ces dirigeants, parler "d'encourager la démocratie" en Afrique. Un certain nombre de valets locaux qui, tel Bongo ou Mobutu, y étaient au début réticents, se sont vite reconvertis au multipartisme. Bongo, lui-même est devenu un conseiller en la matière puisqu'il vient de déclarer que : " La démocratie est quelque chose qu'il faut faire à temps. Plus ils attendront, plus ils auront de problèmes; plus vite ils commenceront, plus vite ils verront

que c'est très bien".

Oui, tant que ce sont ces gens-là qui gouverneront, tant que c'est l'impérialisme qui dira ce qui est bon ou pas bon pour les populations, il n'y aura aucun changement pour les pauvres. Les

seuls vrais changements qu'ils pourront obtenir ce sont ceux qu'ils arracheront par leurs luttes et contrôleront eux-mêmes en restant mobilisés jusqu'à la satisfaction complète de leurs aspirations.

SENEGAL : LE PDS ET LE PIT A LA MANGEOIRE

Abdou Diouf est content. Il rêvait depuis un certain temps de constituer un "gouvernement consensuel" afin de se trouver "au dessus de la mêlée". Il vient de nommer Habib Thiam au poste de premier ministre, poste qu'il avait supprimé peu après son arrivée au pouvoir pour ne pas avoir de concurrent trop proche du sommet de l'Etat susceptible de lui porter ombrage. Il a en même temps fait entrer dans son nouveau gouvernement des dirigeants des partis d'opposition.

Abdoulaye Wade, le leader du PDS est nommé "ministre d'Etat", le seul du nouveau gouvernement qui ait ce titre, tandis que trois de ses sous-fifres du PDS se contenteront de postes de deuxième classe. Amath Dansoko, le dirigeant du PIT a, également, eu droit à un petit fauteuil. Quant à Abdoulaye Bathily, le chef de la LD-MPT, même si pour le moment il dit que son parti "reste dans l'opposition" il a appelé "sa base" à "approfondir la réflexion". Lors d'un meeting à Ziguinchor, il a déclaré que : "A la LD-MPT nous sommes d'accord pour entrer dans le nouveau gouvernement mais sous certaines conditions". Après mûres "réflexions", lui aussi va-t-il être tenté par les délices du pouvoir ? Pour le moment, entre les deux son coeur semble balancer. En tous cas, tous ceux qui ont eu des places n'ont pas tari d'éloges devant "le courage d'Abdou Diouf" et la "maturité" de son premier

ministre. Tous ces gens-là prétendent qu'ils ont fait leur choix d'accepter des postes "pour l'intérêt supérieur de la nation", "pour un Sénégal prospère". Quel esprit de sacrifice ! Ca fait plus beau, plus pompeux que de dire que c'est pour les ambitions personnelles. Mais qui espèrent-ils ainsi tromper ?

Abdoulaye Wade est tellement content de son sort qu'il croit que c'est une victoire pour lui. Lors d'un meeting à Dakar, il a déclaré : "Je vous avais dit que je vous amènerais au pouvoir. Et c'est aujourd'hui chose faite". Il entre au pouvoir par la petite porte mais c'est toujours bon à prendre ! Abdou Diouf, lui aussi est heureux. Il a déclaré que c'est "une nouvelle ère de démocratie qui commence pour le Sénégal".

Mais qu'y a-t-il de nouveau pour l'écrasante majorité des sénégalais ? Rien du tout. La dégradation du niveau de vie des travailleurs continue. Leurs salaires sont toujours bloqués. On serre la vis dans toutes les administrations. L'Etat fait des économies sur le dos de la population laborieuse en faisant des restrictions sur les budgets sociaux qui étaient déjà si déficitaires. D'années en années, pour les pauvres, la vie devient de plus en plus dure tant au niveau de la santé que du logement ou de l'enseignement pour leurs enfants.

C'est pour éviter d'éventuels coups de colère comme il y en a eu lors des précédentes années que Diouf a élargi son gouvernement à ses opposants. Il croit qu'ainsi les populations pauvres vont rester calmes en s'imaginant peut-être qu'avec les leaders de l'opposition au pouvoir, il en sortira quelque chose de bon pour elles. Ces partis de l'opposition rendent ainsi un grand service à Diouf et à tous les exploités qui ont peur que les pauvres se révoltent. Wade a d'ailleurs précisé que ce qu'il veut

c'est "éviter le chaos" et "préserver la cohésion nationale".

Eh bien, les exploités n'ont rien à attendre de ces dirigeants de l'opposition. Ce serait se faire beaucoup d'illusions que de croire que leur arrivée au gouvernement changera quelque chose pour la majorité. Bien au contraire, en disant qu'ils oeuvrent pour éviter le "chaos", ce qu'ils veulent en réalité, c'est que les pauvres ne se révoltent surtout pas contre la misère.

ETHIOPIE : LE REGIME DE MENGISTU AUX ABOIS ?

Ces dernières semaines, le régime de Mengistu est en difficulté. Tout d'abord le Front de Libération de l'Erythrée contrôle non seulement la majorité de l'Erythrée, mais en plus il met en difficulté l'armée éthiopienne, isolant du reste du pays des ports comme Assab, où passe la majorité des marchandises.

Le Front de Libération du Tigré qui revendique l'autonomie de cette région a, lui aussi, pris plus d'envergure et contrôle de plus en plus de régions étendues et met aussi en déroute les troupes gouvernementales. D'autres forces armées régionales se renforcent. Ce qui fait que, ces derniers temps, il apparaîtrait que même à 150 km de la capitale, Addis Abéba, l'armée de Mengistu a du mal à les retenir.

Face à cette situation, le gouvernement, afin de renforcer son armée par des troupes fraîches et certainement aussi pour couper court à toute contestation venant de la jeunesse, fait boucler l'université et les lycées et proclame que la jeunesse doit se mobiliser pour aller au front, sous prétexte que la "patrie est en danger".

Depuis plus de dix ans, le fait d'engager de force des jeunes dans

l'armée n'a soulevé aucune protestation apparente dans la population. Mais cette fois-ci, les étudiants ont commencé à dire non.

Plus que cela, ils demandent la démission du gouvernement de Mengistu.

Tout cela montre l'affaiblissement de ce régime de dictature très dépendant du contexte international. Hier l'Ethiopie de Mengistu avait de tels liens avec l'URSS que tout son parc de matériel militaire en dépendait. Depuis le revirement de la situation en URSS et dans les pays de l'Est, Mengistu s'est tourné vers l'impérialisme. L'affaire du Golfe, lui en a donné l'occasion. Il s'est directement aligné derrière les forces occidentales qui réprimaient l'Irak. En contrepartie, il espérait avoir des soutiens de l'occident, plus particulièrement des aides militaires pour réprimer le peuple érythréen et toutes les forces qui contestent son pouvoir.

Jusqu'à présent l'impérialisme ne lui est pas venu au secours. Et faute de protection d'une puissance étrangère, il commence à s'affaiblir. C'est en cela que le brusque changement international a entraîné un changement dans la

situation interne du pays.

Hier la jeunesse universitaire s'était tue devant ce dictateur. Certes, il y en avait qui grognaient dans leur coin, ou choisissaient de s'expatrier. Il y en a eu d'autres qui avaient rejoint les forces des fronts armés qui luttent contre la dictature de Mengistu. Et aujourd'hui, devant l'affaiblissement du régime, la contestation commence à gagner la jeunesse.

Maintenant tout dépend de l'approfondissement du mouvement. Si l'agitation des étudiants, des enseignants gagne d'autres couches de la population, le régime de Mengistu risque de sauter, comme ceux de Moussa Traoré et d'autres

dictateurs. Peut-être aussi que cela peut donner l'occasion à un des généraux qui sont à ses côtés, de l'évincer et de prendre sa place en promettant des ouvertures aux forces d'opposition.

Mais cela dit, rien n'empêche que Mengistu lui-même propose des changements, puisque, à l'heure actuelle, dans la plupart des pays d'Afrique, l'heure est au multipartisme venant d'en haut.

Dans cette situation, les pauvres, les travailleurs ne se sont pas encore donné le moyen pour dire leur mot. Et l'avenir dépend justement de leur volonté et de leur détermination à s'organiser et lutter pour leurs propres intérêts.

LE PROBLEME KURDE ET L'HYPOCRISIE DES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX

Bush, Mitterrand et les autres représentants de l'impérialisme ont, paraît-il, un cas de conscience. selon leurs radios, télévisions et presse, ils ne peuvent venir en aide aux kurdes qui ont fui par milliers le régime sanguinaire de Bagdad car ils n'ont pas le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre Etat.

Mais devant la détresse des centaines de milliers de Kurdes qui pataugent dans la boue aux frontières de l'Iran et de la Turquie ou au nord de l'Irak et qui meurent de faim, de froid, l'ONU, prise de compassion, a fait tout de même un geste humanitaire. Elle a décidé le parachutage de quelques vivres et couvertures aux réfugiés kurdes. Une goutte d'eau dans l'océan.

L'insuffisance de cette aide humanitaire, loin d'améliorer le sort des réfugiés, a au contraire apporté d'autres problèmes. Des

milliers de réfugiés se sont jetés sur ces vivres et couvertures parachutées; des bagarres ont éclaté entre elles pour se les arracher; des personnes ont été blessées, d'autres piétinées; il y aurait même des morts. Tout cela parce que les dirigeants des pays impérialistes tiennent à respecter le droit souverain d'un Etat. Quel cynisme!

Quand les forces alliées commandées par l'impérialisme américain sont intervenues en Irak et ont fait 200 000 victimes officiellement dont la moitié sont des femmes, des vieillards et des enfants, ce n'est nullement de l'ingérence! Les guerres coloniales aux quatre coins de la planète (Vietnam, Laos, Cambodge, Algérie,...), les coups d'Etat, les putschs en Afrique ou les "pronunciamentos" en Amérique latine organisés par l'impérialisme, là non plus, ce n'est pas de l'ingérence. En revanche porter secours aux quatre

millions de Kurdes en proie à la famine et au froid, ça oui, c'est de l'ingérence! Quel culot!

En réalité le problème kurde n'intéresse pas au premier chef l'impérialisme. Car là, les intérêts de la bourgeoisie mondiale ne sont pas menacés. De plus, venir en aide aux Kurdes de manière suffisante ou empêcher qu'ils soient massacrés, les dirigeants des pays occidentaux peuvent fort bien le faire, et haut la main. Le hic, c'est qu'il n'y a pas de profit à en tirer.

Tandis que, au Koweït, les intérêts capitalistes étaient menacés. Saddam Hussein, en envahissant ce petit pays fabriqué de toutes pièces par les colonialistes anglais, touche le nerf même des intérêts capitalistes de la région : le pétrole par lequel les capitalistes de tout bord, américains, français, anglais tirent des profits colossaux qui se chiffrent par milliards de dollars.

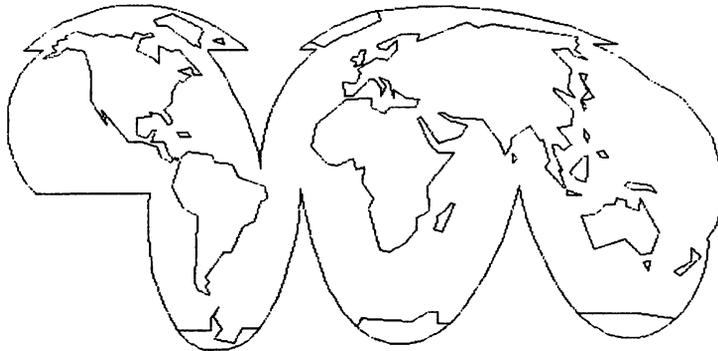
Là, oui, il y a urgence! Là, tous les moyens, comme on l'a constaté, étaient mis en oeuvre pour "libérer" le Koweït et remettre en selle l'émir Jaber, ce féodal chassé du pouvoir.

Ce sont, bien entendu, la sauvegarde des intérêts capitalistes qui guident l'action des dirigeants impérialistes.

Rester sourd muet aux cris de détresse des uns, fermer les yeux sur la misère dont souffre la grande majorité de la population de la planète et être prêts à tuer sans pitié, à massacrer, à piller sans vergogne pour enrichir une minorité d'exploiteurs, voilà ce que font les Bush, Mitterrand et compagnie. Ils nous imposent cette société profondément injuste.

Il n'y aura pas d'avenir meilleur pour l'humanité tant qu'existe cette société-là.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.